Résolu, sur division, Qu'un comité soit chargé de préparer une série d'amendements à l'Acte Médical, au sujet de l'exercice illégal de la médecine, et fasse rapport à la prochaine assemblée du Bureau.

Que la résolution des docteurs Paré, Morissette et Chèvrefils adoptée à la dernière séance fasse partie de la nouvelle législation.

Que ce comité soit composé des docteurs Bissonnette, Plante, Thomas LaRucé, Cholette, Brosseau, Campbell, McConnell, aux conditions du comité de réciprocité.

Proposé par les Drs Beausoleil et Paré, secondé par les Drs Gibson et Verge, et

Résolu, Considérant que les nouveaux règlements du Collège des Médecins de cette province exigent des candidats au doctorat en médecine, des connaissances pratiques de l'aliénation mentale, il est résolu qu'une humble adresse soit présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil le priant de mettre en plein exercice cette partie de l'article 3185 des Statuts Refondus de la province de Québec, laquelle se lit comme suit : " Le Surintendant Médical et le Médecin Interne (des asiles publics d'aliénés) sont, avec le consentement des propriétaires, tenus, si le gouvernement l'exige, de donner des cliniques sur l'aliénation mentale, dont la durée et le nombre sont déterminés par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil sans salaire additionnel, 48 Vict., C. 34, S. 4."

Proposé par les docteurs Beausoleil et Plante, secondé par les docteurs Paré et Cholette,

Attendu que les nouveaux règlements du Collège des Médecins exigent des candidats au doctorat en médecine des connaissances pratiques de médecine légale et de toxicologie, et que telles connaissances ne peuvent s'acquérir que par des exercices pratiques à la morgue, il est résolu qu'une humble adresse soit présentée au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, le priant de mettre à la disposition des élèves de quatrième année d'étude de la médecine, dans chaque morgue de Montréal et de Québec, une salle convenable pourvue d'une instrumentation appropriée.

Que telle salle et telle instrumentation soient mises à la disposition des professeurs de médecine légale ou de leurs